

LA CRISE TRANSCAUCASIENNE VUE DE TURQUIE

Dossier constitué par Yvette BENUSIGLIO

L'objectif de ce dossier n'est pas de fournir un récit intégral des événements survenus au cours des derniers mois en Transcaucasie, mais de rendre, le plus fidèlement possible, ce que la grande presse turque en a rapporté, ainsi que les réactions, les commentaires et les analyses que ces nouvelles ont suscitées en Turquie.

* *
*

La crise transcaucasienne a été suivie en Turquie avec l'attention la plus soutenue, comme on peut facilement l'imaginer. Si, dans les moments les plus chauds de cette crise, l'opinion publique turque s'est exprimée au cours de certains meetings, avec plus ou moins de violence, dans l'ensemble toutefois les analyses de la situation, les réactions de la classe politique et de la grande presse ont été empreintes de modération, de mesure et d'une objectivité assez remarquables. Les journalistes se sont référés aux sources les plus sûres ainsi qu'à celles qu'ils ont pu établir eux-mêmes. Leurs commentaires se sont différenciés sur plusieurs points de ceux de leurs confrères occidentaux qu'ils ont accusés souvent de partialité en faveur de l'une des parties contre l'autre. A certains moments, les hommes politiques, notamment ceux qui sont au pouvoir, ont sacrifié leur attachement à la population d'origine turque - les Azéris - à leur souci de maintenir les bonnes relations qui se sont établies entre la Turquie et l'URSS depuis quelque temps - relations sur lesquelles souffle, suivant un haut responsable du ministère des Affaires étrangères, un "vent printanier"¹.

¹ Voir *Le Monde*, 10-11 décembre 1989, article de I. Izraelewicz : "Les autorités soviétiques regrettent la timidité des chefs d'entreprise français" ... Le vice-Premier ministre soviétique a

Les observations, les réflexions et les analyses de la situation ont toutefois évolué de façon sensible au fil des événements notamment dans les premières semaines de l'année 1990. En gros on peut y distinguer trois périodes auxquelles correspondent trois types d'analyse et de position adoptés par la classe politique et la presse turques. Division tout arbitraire car les faits sont beaucoup plus imbriqués les uns dans les autres que cette division ne le laisse entendre, mais qui permet de cerner au plus près l'évolution des positions de l'opinion publique, des hommes politiques ou des universitaires au cours des événements. Dans l'ensemble, une identité de position a prévalu, compte tenu cependant du ton adopté par les uns ou par les autres.

La première période couvre le conflit entre Arméniens et Azéris qui aurait son origine dès les derniers mois de 1987. Il s'est poursuivi tout au long de l'année 1988 avec la revendication territoriale du Haut Karabakh par les Arméniens en février 1988, et a débouché sur les conflits sauvages inter-ethniques que l'on connaît. A cela, il faut ajouter la revendication d'indépendance par le Nakhitchévan (janvier 1990) dont les frontières jouxtent la Turquie.

La deuxième période est celle qui a vu l'armée rouge entrer en Azerbaïdjan "pour y mettre de l'ordre". Les appels au secours lancés en direction de la Turquie y ont ému et bouleversé l'opinion publique, tandis que les hommes politiques et même la grande presse tentaient de maintenir le calme et jouaient l'apaisement et la mesure.

La période actuelle enfin, qui s'est instaurée avec l'apaisement relatif des hostilités entre Soviétiques et Azéris, a ouvert la voie à une réflexion nouvelle sur l'avenir non seulement du peuple azéri, mais aussi de tous les peuples d'origine turque qui vivent dans la région caucasienne ou, plus loin, en Asie occidentale. C'est la période la plus féconde en réflexions sur le type nouveau de relations possibles entre ces populations et la Turquie kémaliste, laïque, républicaine et démocratique telle qu'elle se présente à tous ces peuples. Ces réflexions sont du plus haut intérêt et nous y reviendrons longuement. Mais auparavant reprenons le cours des événements tels qu'ils se sont produits.

été plus dur encore à l'égard des Français à propos de la grande affaire des sociétés mixtes : "Les Turcs font mieux que vous, leur a-t-il lancé ..." Il était question de contrats économiques.

La crise transcaucasienne vue de Turquie

Un article de *Cumhuriyet* du 19 octobre 1987 signale déjà les premières manifestations anti-azéris en Arménie, dans divers villages et à Erevan même. Le 8 décembre 1988, Hasan Cemal dans *Cumhuriyet*, déplore les incidents sanglants qui se succèdent en Transcaucasie depuis plusieurs mois, dit-il, à la suite de la revendication du Haut Karabakh par l'Arménie, en février 1988. Ankara, ajoute-t-il, suit les événements avec la plus grande attention, mais se montre extrêmement réservé. Personne ne parle, ni en URSS, ni en Turquie du Traité de Moscou de 1921 qui garantit le statu quo dans la région. Un changement de statut du Haut Karabakh devrait, en principe, être soumis à l'approbation de la Turquie.

Plusieurs articles, à partir de là, font état des longues files d'Azéris quittant le Haut Karabakh en abandonnant tout derrière eux pour se réfugier en Azerbaïdjan, pays lui-même pauvre, incapable de leur apporter le secours attendu. Certains pressentent déjà l'avenir tragique que cet exode massif ne manquera pas de susciter².

Cependant, ce qui déclenche les événements dramatiques qui se produisent dès le début de 1990 en Azerbaïdjan même, c'est, encore d'après la presse turque, l'attaque d'un village azéri, Chamian, par les Arméniens qui y vivent. 20 personnes y auraient été tuées et 54 autres prises en otage. Colère et rage des Azéris qui organisent une série de meetings au cours desquels la situation dérape et échappe complètement aux responsables officiels de l'Azerbaïdjan.

C'est au cours de cette période tendue qu'intervient un incident important. Le président de la République turque qui se trouve aux Etats-Unis, sentant venir le drame qui se prépare en Azerbaïdjan, fait une déclaration au cours d'une réunion à la Banque mondiale où il est invité. En réponse à une question qui lui est posée sur les événements transcauciens, il répond : "Les Azéris sont beaucoup plus proches des Iraniens que des Turcs. Il est vrai que nous parlons la même langue - avec des accents très différenciés toutefois - et que nous avons les mêmes us et coutumes, il y a une chose qui nous sépare : les Azéris sont chiïtes et nous, nous sommes

² *Milliyet* du 17 janvier 1990 rapporte les propos de Manaf Agayev, un représentant des autorités soviétiques à Bakou : "... Les deux parties en conflit sont toutes deux coupables ..." "Les 230 000 Azéris chassés d'Arménie constituent une des causes principales de cette crise ...". Sur ce même sujet voir dans *Milliyet* du 31 janvier 1990, les déclarations d'un fonctionnaire azéri qui a fui à Francfort, T. Mehtiyeva. "Dans les deux dernières années, dit-il, les Arméniens ont tué 500 000 Azéris".

sunnites"³. Cette tentative pour prendre ses distances par rapport au comportement des Azéris en un tel moment de leur histoire, soulève en Turquie un cri d'indignation générale. On en souligne à la fois la lâcheté, la servilité à l'égard de l'Occident, mais aussi les clivages que cette déclaration instaure à l'intérieur de la population turque qui est composée de sunnites en grande majorité, mais aussi d'Alevis - chiisme proche du chiisme azéri - dans une proportion de 20 % environ, population brimée tout au long de l'histoire et toujours déconsidérée par les intégristes sunnites. Comment, disent les détracteurs d'Özal, le Président d'une République laïque peut-il avancer comme argument de base une telle réflexion ? De plus, n'est-ce pas là une manière de rejeter les Azéris vers l'Iran, intégriste, fanatique, qu'eux-mêmes ne souhaitent pas comme modèle ? Cette affaire fait un tel scandale en Turquie, que le président Özal est contraint de revenir sur sa déclaration et de convenir qu'elle a été une erreur.

Tout au long de ces journées tragiques, la presse turque suit les événements au jour le jour et les déplore vivement. Tous les journalistes assortissent leurs commentaires de réflexions telles que celle-ci : "Qui a commencé ?". C'est un leitmotiv qui revient sous leur plume. Pour eux ces événements étaient non seulement prévisibles mais inévitables étant donné les agissements irresponsables des Arméniens eux-mêmes. Altan Oymen, dans *Milliyet* du 14 janvier 1990 pose la question : "Qui est responsable de ces déplorables événements ?" et fait état de "l'incroyable campagne de provocation" à laquelle se sont livrés depuis plusieurs mois les Arméniens partout où ils se trouvent. Cenk Baslamiş, envoyé de *Milliyet* à Moscou, reprend le récit des événements de Bakou à partir de sources soviétiques. Suivant N. Ragimov, un responsable azéri qu'il interroge, un groupe de provocateurs, au cours d'un meeting réuni pour protester contre des manifestants arméniens, aurait poussé à la violence contre ceux-ci. Il fait état du Front populaire d'Azerbaïdjan qui se serait opposé avec vigueur contre ces menées et aurait appelé la population au calme.

Dans les jours qui suivent on peut lire, toujours dans *Milliyet*⁴ : "La guerre est aujourd'hui totale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; mais comme toujours dans l'histoire, ceux qui l'ont déclenchée sont une fois de plus les Arméniens". Au cours des mêmes journées tragiques, Oymen qui consacre

³ *Milliyet* du 22 janvier 1990, sous le titre : "C'est bien dommage !" (*Yazık !*). De nombreux commentaires sur cette déclaration d'Özal ont paru dans les jours qui ont suivi. Voir notamment le commentaire de N. Hablemitoğlu, dans *Cumhuriyet* du 8 février 1990, dans lequel il analyse longuement les bons rapports qui se sont instaurés en Azerbaïdjan entre chiites et sunnites dès le début du siècle.

⁴ Ibid.

chacune de ses chroniques quotidiennes aux événements d'Azerbaïdjan, dit encore : "... La source de ces événements est le fanatisme arménien ... ses ambitions territoriales, sa haine des Turcs par Azéris interposés ... haine soigneusement entretenue par tout l'Occident. L'exode forcé des Azéris du Karabakh, les troubles fomentés en Azerbaïdjan même ne pouvaient déboucher que sur de telles représailles ..." ⁵. La campagne de presse à grand orchestre déclenchée en Occident contre les "Turcs" bien que par Azéris interposés, crée en Turquie une véritable indignation. Et Oymen, avec beaucoup d'autres de se poser la question : "Pourquoi ce mythe du "Turc barbare" et de l'Arménien innocent, éternelle victime de cette barbarie, est-il si bien ancré dans la conscience occidentale, au point que les évidences historiques sont repoussées, considérées comme inexistantes aux yeux de tous ? Que devons nous faire pour que l'on reconsidère l'histoire avec un minimum d'objectivité ?".

Mehmet Ali Birand, chroniqueur de *Milliyet*, bien connu en tant que spécialiste des relations de la Turquie avec l'étranger, juge, le 17 janvier 1990, très grave la propagande anti-turque engagée par plusieurs sources occidentales. "Dans ce contexte, dit-il, il est à peu près certain que Moscou décidera d'envoyer l'Armée rouge en Azerbaïdjan avec, non seulement l'assentiment de l'Occident, mais en plus sa bénédiction".

Car devant le déchaînement des événements en Azerbaïdjan, l'URSS menace en effet, dès le 16 janvier 1990, d'y envoyer la troupe ⁶. Sur le terrain, les soulèvements commencent à prendre de nouvelles formes. Aliev, président du Front populaire d'Azerbaïdjan, dans une interview accordée à une revue, déclare que l'objectif poursuivi est l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Sur place, les émeutiers ont encerclé le siège du PC, ils se sont attaqués à des casernes, à des arsenaux (ce que les Arméniens font également de leur côté). En plus des Arméniens que l'on tente d'évacuer en toute hâte, il est question maintenant d'évacuer les Russes qui se trouvent sur le territoire azéri. La situation y est de plus en plus confuse : la population semble divisée entre extrémistes, organisateurs d'émeutes, de pillages et de crimes, et ceux qui tentent de s'y opposer.

La menace brandie par le Premier ministre soviétique le 16 janvier est suivie, dès le lendemain, d'un message rassurant adressé à Ankara par l'entremise de l'ambassadeur turc à Moscou, V. Vural (*Milliyet* du 17

⁵ *Milliyet*, 22 janvier 1990.

⁶ Voir un gros titre dans *Milliyet* du 16/1/90 : "L'URSS pourrait être amenée à envoyer l'armée en Azerbaïdjan". Déclaration du Premier ministre soviétique.

Yvette BENUSIGLIO

janvier). Les mesures prises le long des frontières turque et iranienne ne doivent en aucun cas être considérées comme étant dirigées contre ces pays, y est-il dit.

En Turquie même (toujours le 17 janvier 1990) le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères fait état des assurances fournies à la Turquie par son ambassadeur à Moscou et déclare qu'aucune mesure militaire n'est envisagée dans la région. La situation actuelle est considérée comme un problème intérieur à l'URSS. Il n'est pas question, dit-on encore, que la Turquie transgresse le principe qui est le sien de tout temps : ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de quelque pays que ce soit. Cette déclaration a un double objectif : d'une part, elle vise la préservation des bonnes relations entre les deux pays, mais elle illustre également la nature du nationalisme qui est un des éléments de base de la politique turque : un nationalisme dénué de toute ambition territoriale, faite du respect des frontières établies avec tous ses voisins et de la poursuite d'une politique de paix suivant le principe d'Atatürk : "Paix dans le pays et paix dans le monde".

Car on sait que les doctrines pantouranistes restent vivaces en Turquie, du moins au sein de certains partis et mouvements politiques qui bénéficient de l'audience de plusieurs intellectuels et hommes d'État. Jusque là, la prudence du gouvernement turc est exemplaire. Mais, les 19-20 janvier 1990, l'Armée rouge descend vers le Sud. C'est ainsi que les événements de Transcaucasie basculent vers un affrontement entre Soviétiques et Azéris. Le conflit cesse d'opposer entre elles deux ethnies ennemies pour revêtir un caractère de rébellion ouverte des Azéris contre la puissance soviétique.

Cette deuxième phase des événements déclenche en Turquie deux formes d'activités. D'une part une activité diplomatique intense est déployée entre Moscou et Ankara. Les deux parties semblent désireuses de garder la maîtrise de la situation et de ne pas laisser se détériorer les bons rapports existant jusqu'ici. D'autre part, l'émotion créée par les appels au secours venus aussi bien d'Azerbaïdjan où des combats sanglants ont lieu, que du Nakhitchévan d'où la population tenterait de fuir par divers moyens, suscite des mouvements de sympathie et de solidarité dans l'opinion publique turque que les autorités parviennent à maintenir dans l'ordre et la mesure. Rassemblements et manifestations se produiront tout au long des semaines qui suivront.

Au cours de ces journées dramatiques la Turquie reste très vigilante. Dès les premières heures de l'arrivée des troupes soviétiques à Bakou, une antenne est établie entre cette ville et Ankara. Les appels au secours adressés aux "Frères turcs" sont souvent poignants. Les titres des journaux sont édifiants : "L'enfer de Bakou" ; "Malgré la menace des tanks, la foule se réunit sur les places" ; "La troupe ouvre le feu sur la population" ; "Le nombre des morts est très élevé"... Les communiqués reçus par la même voie affirment que contrairement à ce que l'on tente de propager, il ne s'agit pas une lutte de Musulmans contre Chrétiens, mais d'un combat contre un pouvoir "fasciste" qui a toujours soutenu l'amputation continuelle pratiquée par les Arméniens sur le territoire azerbaïdjanais. Si l'on sollicite l'aide de la Turquie, il n'est pas question d'un rattachement à ce pays : le but poursuivi est de créer une République indépendante azéri-turque, sur le modèle de celle qu'Atatürk a bâtie en Turquie.

L'affaire du Nakhitchévan vient compliquer encore plus une situation déjà très tendue. Le 21 janvier 1990, une dépêche du correspondant de *Milliyet* à Moscou annonce que le Parlement du Nakhitchévan réuni en séance extraordinaire a proclamé son indépendance et demandé son rattachement à la Turquie. Notons que sur cette enclave une personnalité arménienne, Z. Balagan, a adressé une demande à Moscou exigeant l'annexion de cette province dont la Turquie aurait fait une sorte de centre de propagande du touranisme⁷.

Dans *Milliyet* du 21 janvier 1990, plusieurs nouvelles concernent tous ces problèmes. Un grand titre : "Situation difficile pour Ankara". On apprend qu'un Conseil de crise y a été créé, regroupant les principaux civils et militaires responsables. L'ambassadeur soviétique à Ankara est reçu longuement par le ministre des Affaires étrangères. La Turquie, tout en maintenant sa position suivant laquelle la situation concerne la seule Union soviétique et brandissant toujours son principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, exprime son inquiétude et déplore la brutalité avec laquelle l'Armée rouge sévit à Bakou. L'ambassadeur Tchernitchev est chargé de notes à transmettre à Moscou. Dans ce premier temps, un durcissement des relations turco-soviétiques est sensible. A une question posée au ministre de l'Intérieur, Giray, par un journaliste, celui-ci répond qu'aucune mesure spéciale n'a été prise le long des frontières avec l'URSS. Les troupes y font leur service, comme d'habitude. Des observateurs autorisés à Ankara font toutefois remarquer que les événements n'en seraient pas là si Moscou n'avait fait preuve d'une inqualifiable légèreté lorsque les

⁷ Touranisme : création d'un pays idéal, qui regrouperait toutes les populations de race turque.

Arméniens ont revendiqué le Haut Karabakh et ont entrepris toutes sortes de persécutions contre les Azéris y vivant.

Dans ce contexte, le ministre Yılmaz fait une déclaration intéressante : "La Turquie, dit-il, est prête à aider Moscou"⁸. A une question d'un journaliste qui demande si c'est là une proposition de "médiation", le Ministre répond : "Absolument pas. Si quelque intervention de notre part peut apporter une amélioration de la situation, nous sommes prêts à assumer un tel rôle. Nous avons adressé à Moscou ce message fait de bonnes intentions, par l'entremise de son ambassadeur. Une telle intervention de notre part ne pourrait avoir lieu que dans le cadre que Moscou considérerait comme le plus opportun".

Le 22 janvier 1990, un communiqué officiel du gouvernement turc exprime son souhait de voir le peuple azéri garder son sang froid en ces tragiques circonstances. On considère la situation qui prévaut dans cette région comme un piège tendu par les Arméniens, dans lequel on espère que les Azéris ne se précipiteront pas. L'atmosphère, un moment tendue entre Ankara et Moscou, semble s'améliorer ce jour. Des historiens et spécialistes du droit international se penchent sur le dossier du Nakhitchévan. En fait, deux accords - mars 1921 : accords de Moscou ; octobre 1921 : accords de Kars - réglementent le statut de cette enclave. Le droit de regard sur ce statut par les Turcs est essentiellement lié à une condition : une éventuelle annexion du Nakhitchévan par l'Arménie. Toutefois, aucune requête officielle n'étant parvenue à Ankara venant de cette enclave, on garde ici le silence en espérant que l'Azerbaïdjan qui est en fait le principal responsable du Nakhichévan prendra sur lui les décisions qui s'imposeraient.

Plusieurs déclarations d'hommes politiques sont recueillies par les journalistes dans les jours qui suivent. Toutes ont plus ou moins la même tonalité que celles prononcées officiellement par les responsables du gouvernement. A retenir tout de même celle de Türkeş, président du Parti nationaliste du travail et chef du mouvement panturquiste. "A mon avis, dit-il, il ne s'agit pas ici d'un problème intérieur à l'URSS, mais d'une question relevant des droits de l'homme. Sur l'instigation des Etats impérialistes, les armées rouges ont occupé l'Azerbaïdjan et y ont perpétré toutes sortes de crimes. Mais que demandent les Azéris ? Ils veulent utiliser leur droit de se gérer eux-mêmes de façon démocratique"⁹. On est là bien loin de la doctrine d'union de tous les peuples turcs que professe ce mouvement.

⁸ *Milliyet*, 21 janvier 1990.

⁹ *Milliyet*, 29 janvier 1990.

La crise transcaucasienne vue de Turquie

Dans la semaine qui suit, les nouvelles de la boucherie à laquelle se livre la troupe en Azerbaïdjan font monter le ton. Des déclarations violentes - jugées aussitôt intempestives par la presse - se font entendre ici ou là. Le ministre des Affaires étrangères, Yılmaz, un modéré s'il en fut, dénonce la férocité des combats menés et l'impitoyable attitude de l'armée soviétique, dans un entretien avec l'ambassadeur Tchernitchev. La presse, elle, d'une même voix, se dit indignée par la satisfaction affichée par tous les organes de presse occidentaux sur l'intervention de l'URSS dans la région.

Tandis que les échanges diplomatiques s'intensifient, la colère et l'indignation de la population s'expriment dans des meetings organisés dans plusieurs villes. Les principaux animateurs de ces meetings, notamment dans les villes proches des frontières russes ou du Nakhitchévan, sont les Azéris de Turquie, estimés à environ un million de personnes. A eux viennent se joindre des membres du mouvement panturquiste ou des partis religieux. Parmi les manifestants, quelques extrémistes prônent la suppression de la frontière avec le Nakhitchévan. Dans l'ensemble, soit par auto-contrôle, soit grâce à la surveillance des autorités qui restent très vigilantes, ces manifestations gardent un caractère modéré. Des slogans flamboyants qui stigmatisent les agissements de l'Armée rouge apparaissent ici ou là mais sont considérés comme inévitables. Cependant l'ambassadeur Tcherchitchev s'en inquiète auprès du ministre Yılmaz. Journées difficiles pour les relations turco-soviétiques mais que, comme les jours précédents, les deux parties tentent de maintenir dans la modération.

Le 26 janvier 1990, une réunion a lieu entre le président du Conseil, le chef d'État major général et le ministre des Affaires étrangères. Il y est question du Nakhitchévan. Un communiqué circonstancié est publié à l'issue de cette réunion. Le "droit de refuge" en Turquie y est considéré comme "risqué et dangereux", étant donné les expériences difficiles faites par la Turquie récemment (réfugiés de Bulgarie et Kurdes d'Irak). Dans le cas d'une attaque arménienne contre la République du Nakhichévan et de menaces graves contre les citoyens de cette République, le droit de refuge sera accordé sous la surveillance attentive des forces des frontières. Le communiqué affirme clairement que dans une telle éventualité, la Turquie userait des droits que les accords de Moscou et de Kars lui confèrent. Le problème de l'intervention éventuelle de l'Armée rouge dans ce territoire en raison de la proclamation de son indépendance plonge très évidemment la diplomatie turque dans un profond embarras. La solution qui prévaut semble être celle d'avoir recours dans un tel cas à la Conférence européenne sur la sécurité et la coopération, comme on l'a fait pour la Bulgarie. La Turquie

considérerait-elle donc une telle intervention comme un problème relevant des affaires intérieures de l'URSS

Première bonne nouvelle en cette période de grande tension : *Milliyet* du 28 janvier annonce : "Des entretiens entre Azéris et Arméniens auront lieu à Riga".

M. A. Birand qui est, en Azerbaïdjan dès les premiers jours de février¹⁰, envoie des chroniques quotidiennes sur la situation qui y règne. Il est frappé par le "vide politique" côté Azéri. Le Parti communiste d'Azerbaïdjan est en totale déliquescence. Le Front national est entré en clandestinité. Son chef Aliev est en fuite et plusieurs de ses membres en prison. Ce sont toutefois les mots d'ordre du Front qui sont suivis par la population. Et ces mots d'ordre recommandent maintenant l'apaisement, l'arrêt des combats de front. D'où une certaine accalmie.

Birand a de longs entretiens avec plusieurs responsables azéris - entre autres avec Ebulfez Aliev lui-même¹¹. Les témoignages recueillis font tous état de l'espérance que les Azéris mettent dans le modèle turc, l'exemple ataturkiste. Ils semblent ne voir leur avenir que dans cette perspective. "Tous les bruits que l'on fait courir sur notre supposé désir de fonder une République islamique sont faux". Le leader religieux d'Azerbaïdjan, Allahsükür Pasazâde affirme lui-même : "Personne ici ne rêve d'un Etat religieux"¹².

Tous ces témoignages, liés à l'analyse attentive des faits récents suscitent en Turquie une sorte de révision de sa politique extérieure dans la région. Plusieurs intellectuels ou hommes d'État envisagent sous des angles divers les relations qui pourraient s'engager dans l'avenir entre deux populations très proches sur plusieurs points. On remonte au passé pour reconsidérer les liens qui les ont unies bien que chacune d'elles ait eu une histoire différente (l'Azerbaïdjan et la Turquie n'ont jamais appartenu à un

¹⁰ Du 4 au 7 février 1990.

¹¹ L'entretien avec Aliev figure dans *Milliyet* du 5 février 1990. Il a valu un gros succès journalistique à Birand qui a été invité sur les plateaux de la télévision belge et suédoise : voir *Milliyet* du 9 février 1990. Au cours de cet entretien, Aliev a présenté à Birand le "Programme" qu'il a établi en vue de conversations qu'il espère avoir avec Moscou. Ce programme débouche sur l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

¹² *Milliyet*, 5 février 1990. Au moment le plus fort de la crise, les rapports entre les Azéris et l'Iran ont été très intenses. Nous avons délibérément laissé ce sujet de côté ici, et cela d'autant plus aisément que nos journaux en parlent très peu - et même pour certains d'entre eux, n'en parlent pas du tout.

même "État"), la République d'Azerbaïdjan est entrée sous autorité soviétique en 1920. Dans les années qui ont suivi, Bakou est devenu un pôle de prospérité en même temps qu'une pépinière de talents qui ont irradié dans tout son environnement. Une révision de l'Islam y avait été mise en chantier dès la seconde moitié des années vingt. Plusieurs théoriciens de la Turquie moderne, la Turquie d'Atatürk, ont été formés par des idées émanant de personnalités venant de ces territoires périphériques.

A ces retours vers le passé viennent s'ajouter d'autres éléments d'analyse de la crise grave qui a éclaté récemment. On se pose des questions sur l'indifférence, la désinvolture manifestées par tous les observateurs lors de la revendication par les Arméniens du Haut Karabakh. Les modifications de frontières ne sont généralement pas tolérées avec tant de légèreté. De même pour les persécutions d'Azéris qui ont eu lieu dans cette enclave. En revanche, on retient le retentissement à l'échelle internationale des événements d'Azerbaïdjan où toutes les télévisions du monde se sont retrouvées. Ce type de réflexions bien fait pour alimenter une "théorie du complot" a effectivement nourri l'analyse de quelques-uns des observateurs attentifs en Turquie. Nous retiendrons essentiellement celle de Bülent Ecevit qui s'exprime dans deux interviews accordées à *Milliyet* les 5 et 28 mars 1990. Bien que le parti politique à la tête duquel il est maintenant n'ait qu'une audience réduite, Ecevit garde un certain impact sur une grande partie de la gauche en Turquie¹³.

Dans sa première interview, il fait état de sa satisfaction de voir en quelque sorte, agréée la "médiation" de la Turquie entre Azéris et Soviétiques qu'il a clairement proposée, dit-il, dès le 22 janvier 1990. Il justifie cette proposition très critiquée à ce moment-là par la classe politique, par l'agrément qu'elle semble recevoir maintenant de Moscou. "Cela ne signifiait nullement que nous considérions ce conflit comme ayant lieu entre deux Etats séparés. L'agrément de Moscou vient de ce que les Soviétiques sont convaincus que la Turquie peut mener vers un dialogue fructueux les populations d'origine turque et les dirigeants de leur pays. Ils font confiance aux relations excellentes de bon voisinage entretenues depuis longtemps, à l'amitié qui lie les deux Etats, et surtout ils savent bien que les Turcs ne nourrissent aucune ambition territoriale"¹⁴. Sûr de son fait, Ecevit nous dit

¹³ Ecevit a été longtemps le président du parti d'Atatürk, le Parti républicain du peuple, interdit après le coup d'État de 1980. Lorsque les partis politiques ont été de nouveau autorisés, Ecevit a fondé le Parti de la gauche démocratique qu'il a maintenu avec obstination à l'écart de toute fusion avec l'autre parti de gauche, le Parti social démocrate du peuple.

¹⁴ Dans *Milliyet* du 1^{er} février 1990, une déclaration officielle du Comité de Salut national : "... Les frontières fixées par le pacte national (*Misak-i Milli*) doivent être toujours présentes dans

qu'il a présenté une deuxième proposition de "médiation" qui s'étendrait cette fois à tous les peuples d'origine turque vivant dans le giron de l'URSS. Une telle charge confiée à la Turquie représenterait pour Moscou de nombreux avantages, dit-il, car on ne peut oublier que ces pays sont musulmans et les Soviétiques savent bien que si la Turquie s'en désintéressait l'Iran ou tout autre Etat islamiste (*Şeriatçı*) tenterait de s'ingérer dans leurs affaires, non pas dans le but de créer un dialogue entre ces peuples et Moscou mais tout au contraire pour utiliser la situation dans son propre intérêt. La Turquie présente un avantage supplémentaire : elle est laïque, démocratique et peut de ce fait traiter avec tous les peuples islamiques de la région sans aucun préjugé quant aux sectes ou confréries auxquelles ces populations appartiennent. Nos hommes politiques, ajoute Ecevit, doivent prendre conscience au plus tôt de cette nouvelle situation et du rôle que la Turquie peut désormais y jouer sous peine de rater en quelque sorte un rendez-vous avec l'Histoire.

Quant à la crise récente, Ecevit se dit convaincu qu'il n'y a là rien de fortuit. Sinon un complot, il imagine qu'il y a eu au moins un projet bien mûri depuis fort longtemps par certains Occidentaux et principalement par les Américains. Ceux-ci, d'après lui, auraient décidé de jouer la carte arménienne pour "contenir" l'Islam dans cette région, comme ils jouent la carte israélienne pour le contenir dans une autre région voisine¹⁵.

La seconde interview d'Ecevit se situe dans le contexte d'une série d'entretiens qu'une journaliste de *Milliyet* a eus avec quatre personnalités politiques et un universitaire¹⁶. Les questions portent toutes sur la nature des rapports à établir à l'avenir entre les populations turco-musulmanes transcaucasiennes et la Turquie. Il ressort des réponses des uns et des autres qu'ils sont tous conscients du "défi" que l'Histoire lance ici à leur pays. Ils se sentent placés devant un problème d'un type nouveau qu'ils pensent avoir la possibilité d'affronter grâce aux potentialités que la Turquie possède. Il y a

nos mémoires. Les Turcs qui vivent en Turquie sont réunis à l'intérieur de ces frontières et il n'est absolument pas question de les étendre".

¹⁵ Fin 19e siècle, les Arméniens, soutenus par les Anglais, élaborèrent le projet de créer un Etat s'étendant de la mer Noire à la Méditerranée. Cet Etat-tampon devait bloquer une éventuelle descente des Russes vers la Méditerranée. Dès lors, les attaques arméniennes contre les minorités musulmanes - dispersées sur le territoire en question - ce qui expliquerait le découpage complexe des frontières entre les deux futurs Etats -, les massacres réciproques allèrent s'intensifiant jusqu'aux années 1920 où, sous l'impulsion des Soviétiques, trois Etats furent créés : l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie. Article du turcologue N. Devlet, paru dans *Cumhuriyet* du 25 janvier 1990.

¹⁶ *Milliyet*, 27 mars au 1^{er} avril 1990. Le 27 mars : Süleyman Demirel; le 28 : Bülent Ecevit ; le 29 : Ali Bozer ; le 30 mars : Kâmrân İnan ; le 1^{er} avril : Ali Karaosmanoğlu.

cependant des différences sur la manière d'aborder ce problème d'une personnalité à l'autre.

Le plus prudent est sans conteste, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Ali Bozer. Il parle de la responsabilité de la Turquie devant les appels lancés vers elle par ces populations et affirme qu'y répondre ne signifie en aucun cas une "menace turque d'impérialisme" comme le laissent entendre les ennemis de la Turquie. Bozer est très attentif aux limites des relations à établir, relations concertées en toute amitié avec l'URSS.

Kâmran Inan, ministre d'État, est plus direct et explicite. Il traite de la conception relativement nouvelle de liens culturels étroits établis entre un Etat et ses communautés ethniques installées dans des territoires extérieurs et possédant la nationalité des pays dans lesquels ils vivent. Il cite la France, le Royaume Uni et aussi l'Allemagne. C'est dans un tel cadre, dit-il, que la Turquie, qui a les capacités voulues pour le faire, doit établir ces relations. Il nous faut élaborer, ajoute-t-il, une politique dénuée à la fois de toute ambition territoriale mais aussi de toute timidité paralysante. Travailler en accord avec l'État auquel ces minorités appartiennent. Il regrette que jusqu'ici on ait sacrifié toutes relations avec ces minorités aux bons rapports, à la bonne entente avec Moscou.

Süleyman Demirel est le président du Parti de la Juste Voie, parti de droite, dans l'opposition au gouvernement actuel. Il s'exprime avec beaucoup de prudence quant à la période présente : il ne faut pas d'après lui, précipiter la désagrégation de l'Empire soviétique. La Turquie ne doit rien faire qui contribuerait à accélérer ce processus. Il envisage cependant une stratégie sur le long terme quant aux rapports à instaurer avec les populations concernées, stratégie élaborée par des personnalités compétentes, et il y en a dans notre pays, dit-il, qui sont capables de le faire. Il ne cache pas sa satisfaction de voir apparaître sur la scène de l'Histoire une communauté turco-musulmane consciente de ses origines communes et de ses particularismes.

Seul universitaire de cette série, Ali Karaosmanoğlu est professeur de relations internationales. Il se dit certain que des perspectives extrêmement intéressantes sont maintenant ouvertes devant la Turquie. Il faudra les utiliser pour le mieux. Il souligne néanmoins trois exigences: 1) La capacité d'élaborer une stratégie d'ensemble de manière à ne pas se laisser aller à des tactiques au jour le jour ; 2) La nécessité de développer une connaissance de ces populations - connaissance totalement inexistante aujourd'hui en raison de l'"oubli" dans lequel on les a laissées depuis les

années vingt ; 3) enfin, le renforcement de l'économie du pays pour pouvoir mieux faire face à leurs besoins. Ne pas oublier, ajoute-t-il, que nous sommes pour elles à la fois un modèle et l'espoir d'une aide. Une fois de plus, le laïcisme et la sagesse d'Atatürk sont portés à l'honneur par Karaosmanoğlu.

Revenons à Ecevit. Le titre de l'article concernant l'interview d'Ecevit en dit long sur les initiatives qu'il juge nécessaires dans la situation actuelle "Nous avons demandé la création d'un Ministère des Turcs de l'extérieur". Ecevit présente deux arguments pour justifier cet "activisme précipité". Le premier prend en compte le désarroi, les difficultés dans lesquelles se débat aujourd'hui la population azerbaïdjanaise. Il faut, dit-il, que l'intérêt qu'Ankara porte à cette population apparaisse clairement sans quoi l'Iran pourrait tenter d'utiliser ce "vide" pour y implanter son intégrisme religieux. Donc pas d'hésitations ou de tergiversations : il faut aller vite.

Le deuxième argument est d'ordre géopolitique. Ecevit suppose que les relations de la Turquie avec les États-Unis subiront un certain relâchement, non pas du fait de son pays mais en raison de la baisse de tension entre les deux Grands. Pendant quarante-cinq ans, dit Ecevit, les États-Unis ont incité les peuples turcs d'URSS à la révolte. Ils ont même tenté d'utiliser la Turquie dans ce but. En cette période de rapprochement Est-Ouest quelle sera leur politique dans cette région ? Il est possible, estime-t-il, que les spécialistes américains attendent de savoir ce que la Turquie compte faire en ces circonstances. D'où la nécessité d'agir vite. Autre raisonnement qu'Ecevit présente ici : il reprend le slogan que Gorbatchev proclame sans cesse depuis 1985 "La maison commune européenne" dans laquelle il voudrait voir entrer son pays. Il ne lui semble pas cohérent de penser que le leader soviétique nourrisse l'espoir d'y faire entrer en même temps la moitié de l'Asie. D'où un inévitable désengagement de l'URSS vis-à-vis de plusieurs États avec lesquels s'organiserait sans doute un type d'impérialisme beaucoup plus souple. Dans un tel contexte, l'action que peut mener la Turquie serait très vaste sur le plan culturel. Ecevit voudrait créer, dans ce but, des Instituts culturels, tout comme d'autres pays le font hors de leurs frontières, instituts dans lesquels la langue commune, les us et coutumes, les traditions, le folklore, le sens de l'appartenance à un lointain passé commun feraient l'objet d'études sérieuses et poussées. En même temps pourraient s'établir des échanges économiques, commerciaux, tous concertés avec Moscou.

Ecevit ajoute encore que le "nationalisme culturel", contrairement au nationalisme politique, ne peut ni ne doit porter ombrage à personne. Les frontières ne sont, en définitive, pas d'une importance majeure dans de tels cas : ce qui importe, c'est la communication entre peuples qui ont beaucoup de choses en commun.

Plusieurs autres articles témoignent de la prise de conscience par une grande partie de l'intelligentsia turque du "défi" auquel elle est confrontée. Les personnalités de gauche qui s'expriment, tout comme Ecevit, ne ressentent aucune répugnance à utiliser désormais un vocabulaire qui n'a pas été le leur pendant toutes les dernières décennies¹⁷. Les concepts de justice sociale, de lutte des classes sont abolis lorsqu'il s'agit de commenter les événements récents de Transcaucasie. Ils sont remplacés par de nouveaux concepts remis à l'honneur, ceux de turcité, ou d'Islam, tous concepts appartenant jusqu'ici au vocabulaire des panturquistes. Ce qui ne signifie nullement - du moins pouvons-nous en témoigner en nous référant à nos lectures - que ce panturquisme nourrisse les esprits de ceux qui s'expriment, qu'ils soient de droite ou de gauche. Pour ce qui concerne Ecevit, il faut rappeler ici qu'en 1974, lors de l'intervention des forces turques à Chypre, Ecevit était président du Conseil dans son pays et que ce débarquement, destiné à protéger les Turcs chypriotes, était essentiellement de son fait.

Ainsi apparaît, cette fois encore, la solidarité vis-à-vis des "Turcs de l'extérieur" ressentie fortement par la population comme par ses leaders. Dans la situation actuelle, cet intérêt est doublé d'un sens très vif de la tâche que tous ressentent comme un devoir national, et, plus exaltant encore, comme un "rendez-vous de l'Histoire" qu'on ne doit pas manquer.

¹⁷ Notons tout de même que l'extrême gauche turque, toujours militante et active, n'a pas abandonné, elle, le vocabulaire "marxiste-léniniste" des années 60.